

Un ami de Macron en pleine ascension sociale

L'ÉCONOMIE SOCIALE et solidaire n'échappe pas à la fièvre réformatrice de Macron. A l'instigation de son ami Jean-Marc Borello, président du Groupe SOS et délégué national à la transformation économique et sociale d'En marche !, le gouvernement a lancé, le 18 janvier, le label « French Impact » – un copier-coller de la French Tech en version sociale.

Une partie des associations et des structures distinguées par cette décoration pourraient se partager, sur cinq ans, un magot de 1 milliard d'euros ! Et, dans la course, le groupe de Borello est bien placé...

Non contente d'étiqueter les entreprises vertueuses d'un secteur économique représentant, selon l'Insee, 10 % des emplois salariés en France, l'initiative permettra aussi de sélectionner les 10 ou 15 boîtes « *les plus innovantes socialement et ayant démontré la robustesse de leur modèle* » pour « *amorcer un changement d'échelle* » (sic). Autrement dit, les lauréates recevront des millions (moitié d'origine privée, moitié d'origine publique) pour grandir en taille et s'imposer comme des acteurs de poids dans l'économie sociale.

Une bonne surprise : parmi les sociétés déjà repérées se trouve Wimoov, une association de covoiturage pour les personnes en situation de fra-

gilité, appartenant justement à la galaxie du Groupe SOS. D'autres structures chapeautées par Jean-Marc Borello pourraient se porter candidates...

Le groupe dirigé par cet homme d'affaires est le plus important dans le domaine de l'économie sociale et solidaire hexagonale. Avec un chiffre d'affaires de 850 millions en 2016, il rassemble 439 structures aux statuts associatifs, coopératifs ou mutuels.

Assocés au rabais

Parmi elles : 61 Ehpad, les boutiques solidaires Altermundi, le périodique de la diversité « Respect Mag » ou encore le café d'insertion Fluctuat Nec Mergitur, installé place de la République, à Paris.

Le coup de pouce de 1 milliard aux « gagnants » du social intervient dans un climat très tendu au sein du milieu associatif. Cet été, le gouvernement a réduit les subventions des collectivités locales destinées aux activités sportives et culturelles. Et, en janvier, 200 000 contrats aidés ont été effacés sans plan B, au prétexte que les employeurs devaient « *être capables d'insérer les personnes durablement* ». Une belle formule « insérée » dans un rapport remis à la ministre du Travail par... Jean-Marc Borello.

J. C.